

# L'obligation de solidarité

Il avait un short bleu et un petit tee-shirt rouge. Les bras collés le long du corps, le visage planté dans le sable, Aylan, 3 ans, a été retrouvé mort sur une plage turque le 2 septembre 2015.

Le cliché a fait le tour du monde, secoué la planète comme un électrochoc salutaire sur le sort des milliers de migrants fuyant l'enfer de la guerre en Syrie. C'était il y a un an, une éternité...

Alep s'effondre toujours sous les bombes. Des dizaines d'embarcations surchargées chavirant en Méditerranée. La liste des victimes s'alourdit sans cesse. Le destin effroyable d'hommes, de femmes et d'enfants disparaît sous le linceul des statistiques. L'abstraction des chiffres fait toujours moins peur qu'un cadavre d'enfant.

Parlons-en des chiffres... Pour répondre à l'urgence sanitaire, pour soulager une ville dépassée par l'afflux de migrants, l'État va démanteler la jungle de Calais et répartir sur un territoire national de 66 millions d'habitants, quelque 10 000 personnes.

Rapportée au million de réfugiés accueillis par le Liban (4,4 millions d'habitants), l'équation semble mathématiquement raisonnable. Politiquement, dans un pays en proie à une surenchère électoraliste sur

les questions migratoires et sécuritaires, l'exercice tourne à la foire d'empoigne.

Les petites phrases volent en escadrille, on ressort le serpent de mer du référendum et le Front national dégage une glaçante campagne : « Ma commune sans migrants. » Sur la banderole, s'écrit à l'encre très visible, l'habituelle exploitation politique des peurs, exacerbée par la crise économique et l'extrême violence des attentats de ces derniers mois.

## S'écarter des chemins du populisme

La réalité ne s'accommode jamais des slogans. Plus complexe, plus douloureuse, plus exigeante, elle réclame une délicate alchimie de sang-froid et d'humanité.

Avec le démantèlement des camps de Calais, les communes et les citoyens se retrouvent face à une double obligation de solidarité. On ne peut fermer les yeux et laisser une seule ville gérer une crise qui la dépasse. On ne peut ignorer un conflit qui précipite sur les côtes européennes des milliers de malheureux.

Tenter de faire croire l'inverse relève de la malhonnêteté intellectuelle et les manœuvres

politiciennes se retournent toujours contre ceux qui se sont laissés abuser.

Dans cette délicate opération, le gouvernement doit naviguer prudemment. Ne pas lésiner sur la concertation et garantir les promesses de financement annoncées aux communes qui vont accueillir un des centres d'accueil et d'orientation.

De la même façon qu'il lui faut dissiper les fantasmes de l'invasion barbare, il doit aussi éviter tout angélisme contre-productif. Gérer l'urgence sanitaire est un devoir moral ; veiller à la sécurité de nos concitoyens, une obligation.

Le démantèlement de la jungle de Calais n'a pas de sens sans des contrôles renforcés aux frontières, sans une lutte tenace contre les filières de passeurs, sans une vraie politique européenne coordonnée.

Rappelons enfin que cet exode massif de millions de Syriens n'est pas qu'une crise humanitaire, c'est une guerre fratricide. Elle exige une gestion diplomatique ferme dans laquelle la France doit jouer son jeu.

Il appartient donc aux candidats à la présidentielle de s'écarter des chemins faciles du populisme pour proposer une vision géopolitique nettement plus complexe.

## « 217 places, cela ne met pas notre ville en péril »

Saint-Nazaire a été la deuxième ville de France à accueillir des réfugiés de Calais. « Nous voulions prendre notre part dans le plan de relocalisation », explique David Samzun, le maire. Je pouvais compter sur la richesse de notre tissu associatif. J'ai dit oui à trois associations pour 217 places. Cela ne mettait pas en péril une ville de 70 000 habitants. »

### « Fatigués de bouger »

L'Apuis est l'une de ces associations humanitaires composées de professionnels. Elle est subventionnée par l'État pour l'hébergement et l'accompagnement. « Actuellement, nous sommes presque au complet avec soixante-dix personnes », explique la directrice, Caroline Vallée. Nous louons des appartements pour une occupation d'une durée maximale de six mois. »

Ces professionnels de la précarité tentent de rendre ces « déplacés » plus autonomes. « L'intégration est plus rapide quand il y a des enfants. » Autre constat : le niveau social des migrants est plutôt élevé : « Il faut dédramatiser, ce ne sont pas des exclus de la société, violents ou addicts. Ils ne demandent qu'à s'intégrer. »

Les quarante-trois premiers arrivés, fin janvier, ont obtenu leur statut de réfugiés. Trente d'entre eux habitent en ville et sont toujours suivis par l'as-



À Saint-Nazaire, trois associations aident les réfugiés à être plus autonomes.

sociation. À ce jour, Saint-Nazaire en a accueilli 200. Des parcours semés de drames auxquels le groupement de citoyens Icare apporte son réconfort.

Claudine Luscher fait partie de ce groupement. Elle reçoit dans son appartement trois Syriens qu'elle nomme : « Mes filleuls. » Ils sont arrivés en juin. Aucun d'entre eux n'a vraiment choisi la France. Ils sont pourtant très heureux d'être là.

Mahmoud, 23 ans, a étudié l'économie. C'est le plus bavard. « On est fatigué de bouger. On veut s'installer, se rendre utile. Ce sera notre fa-

çon de rendre l'amitié. » Dans l'attente d'obtenir le statut de réfugié, ils ne peuvent travailler. Ils apprennent le français à la maison de quartier, communiquent, s'informent par Internet, cuisinent et offrent leur aide aux associations.

Sami est un pharmacien de 30 ans. Il espère faire venir sa femme restée à Alep. Mohamed, 25 ans, ingénieur en pétrochimie « ne veut plus remettre les pieds là-bas ». Le jeune homme a perdu son père et son oncle dans le nord du pays.

Michel GODIN.

## Évacuation de la jungle de Calais : un casse-tête

Pas simple d'évacuer le campement de migrants. Le gouvernement veut créer 9 000 places d'accueil supplémentaires en France. Mais localement, des oppositions surgissent.

### Avant le 21 décembre

François Hollande l'a certifié lors de sa venue fin septembre, à Calais. « L'ensemble du périmètre de la lande » sera évacué « le plus rapidement possible », c'est-à-dire avant le 21 décembre. Cette évacuation concernera à la fois le campement illégal de réfugiés, dans la zone industrielle des dunes, où s'entassent les tentes et baraques en bois. Mais aussi le Centre d'accueil provisoire (CAP) qui regroupe 1 500 places dans des conteneurs aménagés en logements. Ce CAP « n'a pas vocation à être maintenu », confirme la préfecture du Pas-de-Calais. Au total, ce sont entre 7 000 et 10 000 Soudanais, Irakiens, Syriens... qui vont être déplacés.

### Des places d'accueil d'abord ?

Selon Le Canard enchaîné, « le top départ est fixé le 17 octobre ». L'évacuation serait prévue pour durer dix jours, avec le renfort d'une dizaine de compagnies de CRS. La préfecture du Pas-de-Calais assure pourtant vouloir éviter tout démantèlement violent et évoque plutôt une « opération de mise à l'abri. Le ministre donnera son feu vert uniquement lorsque les 9 000 places supplémentaires auront été créées ». « C'est l'un des engagements du ministre de l'Intérieur », rappellent les associations de solidarité qui ont rencontré Bernard Cazeneuve le 20 septembre.

### 9 000 places à créer

Ces 9 000 places supplémentaires doivent être



réparties sur tout le territoire, dans des Centres d'accueil et d'orientation (CAO). Il existe déjà 164 CAO dans 80 départements, qui ont accueilli plus de 5 600 personnes depuis octobre 2015. Dans ces centres, les migrants peuvent « se poser, réfléchir à leur avenir. 20 % d'entre eux continuent à vouloir se rendre en Angleterre. Mais 80 % effectuent une demande d'asile en France ». Dans ce cas, ils sont pris en charge par l'Ofpra (Office de protection des réfugiés) et les Cdaa (Centres d'accueil pour demandeurs d'asile). Depuis avril, chaque semaine, soixante à quatrevingt-dix personnes acceptent de quitter Calais pour se rendre dans l'un de ces CAO.

### Oppositions et bienfaits

Le gouvernement, via les préfectures, parviendra-t-il à créer les 9 000 places ? « Il s'agit de petits centres destinés à accueillir une vingtaine de migrants chacun. Dans les CAO existants, il n'y a eu aucun incident majeur », assure le ministère de

l'Intérieur. Mais dans certains endroits, l'opposition est vive. À Saint-Brévin (Loire-Atlantique), l'arrivée de migrants dans le centre de vacances EDF divise la population. Dans le Trégor (Côtes-d'Armor), un collectif citoyen « opposé à l'implantation de migrants » s'est constitué. Des élus dénoncent aussi un manque de concertation avec l'État. Ailleurs, à La Flèche (Sarthe), l'accueil de 71 Syriens, Afghans, Soudanais, Tchadiens et Kosovars se passe plus sereinement, autour d'ateliers de cuisine avec des habitants. Dans l'Allier, grâce à l'arrivée de migrants, le petit village de Bellenaves a pu reconstituer une équipe de foot, absente du championnat de district depuis des années... faute de joueurs.

Pierrick BAUDAIS.